



Comité de pilotage

RAPPORT

26.04.2024

CONVENORS	Kristian Vanderwaeren (AGD&A) et Abram Op de Beeck (BASF pour la FEB)
SECRÉTAIRE	Bart Engels (AGD&A)
PRÉSENTS	Abram Op de Beeck (BASF pour la FEB), Bart Engels (AGD&A), Jan Van Wesemael (Alfaport - Voka), Jessy Van Aert (EVONIK pour ESSENSCIA), Ivan Verborgh (AGD&A), Laurent Waterschoot (AGD&A), Tom De Ridder (Audi pour Agoria), Marc Wouters (TotalEnergies pour Energia), Kevin Verbelen (Agoria), Joëlle Delvaux (AGD&A), Pieter Haesaert (CRSNP), Renate Simon (AGD&A), Stephan Legein (AGD&A), Dorothy Cardoen (AGD&A)
EXCUSÉS	Liesbet Fransen (AGD&A), Kristian Vanderwaeren (AGD&A), Bert Matthijs (AGD&A), Renate Simon (AGD&A), Goedeke Boonen (AGD&A), Jef Hermans (Portmade pour Forward Belgium), Jeroen Sarrazyn (AGD&A), Satoko Nakayama (AGD&A), Werner Rens (AGD&A), Kristof Vranckaert (AGD&A)

Point 1 de l'ordre du jour : Constitution du comité de pilotage

Les membres du Comité de pilotage (secteur privé) désignent Pieter Haesaert (Portorium/CRSNP) à titre de convenor pour le groupe de travail Stratégie numérique. Pieter officie depuis plusieurs années comme convenor du sous-groupe de travail des Software providers en tant que président du CRSNP, la fédération des fournisseurs de logiciels, et était déjà un convenor du groupe de travail ICT.

Point 2 de l'ordre du jour : Politique de sanctions

• Explication de la révision de la politique de sanctions :

L'Administration générale des Douanes et Accises a expliqué les principales modifications concernant la « loi modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 en ce qui concerne les sanctions et portant dispositions diverses ». Les principaux points peuvent être trouvés dans la présentation.

- o La proposition de loi a été adoptée en séance plénière de la Chambre le 4 avril 2024.
- o Réforme des mesures de sanction :
 - Abolition de certaines mesures de sanction existantes : Amendes administratives => Nouvel article 261/3 de la loi générale douanes et accises.
 - Regroupement de certaines mesures de sanction existantes
 - Compétence territoriale des tribunaux => Le nouvel article 219 (alinéa 2) de la loi générale sur les douanes et accises prévoit une dérogation à l'article 632 du Code judiciaire.

• Prochaines étapes :

La poursuite de la mise en œuvre de la politique de sanctions sera développée au sein d'un comité pluridisciplinaire créé à cet effet au sein du Forum national, auquel participeront des experts et des représentants de différents secteurs, de différentes disciplines et de différents domaines d'expertise. Ce comité est présidé par deux convenors, l'un de l'administration des douanes et l'autre du secteur privé, assistés d'un rapporteur indépendant.

Une première concertation a eu lieu le 23 avril, suivie d'un suivi le 3 mai. Werner Rens (convenor GT Marketing & Communication) participera déjà à ce comité en tant que convenor pour l'AGD&A. La suite de la constitution est sujette à discussion.

Point 3 de l'ordre du jour : MASP

• Planning :

L'AGD&A présente le nouveau calendrier par le déploiement des processus MASP. Le calendrier doit tenir compte des délais imposés par la Commission, d'une part, et des temps de préparation des opérateurs, d'autre part.

La dernière version de ce calendrier est disponible sur le site web de l'AGD&A. Modifications importantes :

- Adaptations en matière de calendriers AES & IDMS
- Informations sur la suppression progressive de PLDA, il s'agit d'une suppression graduelle. L'AGD&A indique que PLDA restera encore disponible pour certaines fonctionnalités en 2025.
- Les définitions des colonnes ont été adaptées.
- Situation hybride dans laquelle la (les) nouvelle(s) application(s) MASP sera (seront) disponible(s) conjointement avec PLDA.
- ⇒ Les déclarations commencées dans PLDA doivent être clôturées dans PLDA ; les déclarations commencées dans MASP doivent être clôturées dans MASP.

- **Journées de test IDMS & AES :**

Des journées de test ont été organisées pour IDMS et AES, auxquelles ont participé l'AGD&A, le service d'encadrement ICT et des stakeholders du secteur privé. L'objectif était de tester en profondeur différents scénarios et flux.

- AES : journée de test final le 16 mai
- IDMS : il reste encore quelques modifications à apporter à l'environnement de test, notamment en ce qui concerne les modules de calcul.

- **PoUS :**

Le système est actif et cela fonctionne. Les membres du comité de pilotage du secteur privé posent la question de savoir quand la mise en service définitive de PoUS est prévue. En d'autres termes, quand le T2L et le T2LF ne pourront plus être demandés par l'intermédiaire de PLDA. L'AGD&A procède actuellement aux derniers préparatifs, d'autres communications suivront.

- **Session d'information ICS R3 :**

Le Forum national prévoit une session le 2 mai.

Point 4 de l'ordre du jour : Assemblée générale

- Actuellement prévue fin mai.

Point 5 de l'ordre du jour : Divers

- GT Accises : Les membres du secteur privé demandent déjà un état des lieux du nouveau module AC4.
- Réunir les groupes de travail : Les convenors examinent ce point pour leur propre groupe de travail.

Les prochaines réunions auront lieu le vendredi 21 juin 2024 (13 h), le vendredi 4 octobre 2024 (13 h) et le vendredi 6 décembre 2024 (13 h).

Abram, Jessy, Laurent, Marc, Jan, Ivan, Jan, Pieter, Abram, Kevin, Stephan, Joelle, Tom